



Mairie d'ORNEX

45, rue de Béjoud

01 210 ORNEX

Travaux de câblage informatique de l'école des Bois à Ornex

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**Cahier des Clauses
Administratives Particulières
(C.C.A.P)**

CONTENU

ARTICLE PREMIER: OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 – Objet du marché – Emplacements	5
1.2 - Décomposition en tranches et lots.....	5
1.3 - Maîtrise d'œuvre	5
1.3 bis - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier :	5
1.4 - Contrôle TECHNIQUE:.....	5
1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé	5
1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	5
Article 2 : Pièces constitutives du marché	6
Article 3 : Prix du marché	6
3.1 - Caractéristiques des prix.....	6
3.2 – Modalités de variation des prix	6
3.3 – Dépenses supportées par le titulaire	7
Article 4 : Clauses de financement et de sûreté	8
4.1- Garantie financière :.....	8
4.2 – Avance :	8
Article 5 : Modalités de règlement des comptes	9
5.1 – Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement.....	9
5.2 – Approvisionnements :	9
5.3 – Tranches conditionnelles :	9
5.4 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants :.....	9
Article 6 : Délai d'exécution – Pénalités et Primes	10
6.1 – Délai d'exécution des travaux :.....	10
6.3 - Pénalités pour retard – Primes d'avance	10
Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits.....	11
7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits	11
7.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	11

Article 8 : Implantation des ouvrages	11
8.1 - Piquetage général.....	11
8.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	11
Article 9 : Préparation et Coordination des travaux.....	12
9.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux	12
9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	12
9.3 - Plan d'assurance qualité :.....	13
9.4 - Registre de chantier :	13
Article 10 : Etudes d'exécution.....	13
Article 11 : Installation et organisation du chantier	13
11.1 - Installations de chantier	13
11.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais	13
11.3 - Signalisation des chantiers :	13
11.4 - Application de réglementations spécifiques :.....	13
Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	13
12.1 - Gestion des déchets de chantier.....	13
12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	14
12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	14
12.4 - Documents à fournir après exécution	14
12.5 - Travaux non prévus	15
Article 13 : Réception des travaux.....	15
13.1 - Dispositions applicables à la réception	15
13.2 - Réception partielle et prise de possession anticipée	16
13.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages :	16
Article 14 : Garanties et assurances.....	16
14.1 - Délais de garantie	16
14.2 - Garanties particulières :	16
14.3 - Assurances	16
Article 15 : Résiliation du marché	16
Article 16 : Dérogations aux documents généraux	17

ARTICLE PREMIER: OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – OBJET DU MARCHÉ – EMPLACEMENTS

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de câblage informatique de l'école des Bois à Ornex (Ain).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques.

1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Le marché n'est pas décomposé en lot.

1.3 - MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'oeuvre est assurée par les Services Techniques du maître d'ouvrage.

- **CETBI a réalisé l'étude permettant de définir les travaux à réaliser.**

1.3 BIS - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER

Mission non affectée à ce jour.

1.4 - CONTROLE TECHNIQUE

Mission non affectée à ce jour.

1.5 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

Mission non affectée à ce jour.

1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifiée immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F),
- Les plans représentant les ouvrages à exécuter,
- Le mémoire technique.

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009.

ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHE

3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG.

☐ En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

☐ En tenant compte :

- ♦ Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner la réalisation des ouvrages,
- ♦ Les prix sont établis en supposant que l'ensemble des travaux sera réalisé,
- ♦ de la connaissance par l'entrepreneur des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux : il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son offre, pris connaissance du terrain et des abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- ♦ Des contraintes éventuelles d'installation de chantier,
- ♦ De toutes les obligations résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés ci avant,
- ♦ De la prise en charge par le titulaire des frais de reproduction des pièces marchés et des plans.

L'entrepreneur est également réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et connaître toutes les sujétions du marché.

Les prix englobent tous les frais d'installation de chantier, de fournitures, de main d'œuvre, d'échafaudages, de levage, de manutention, d'échantillonnages, d'essais des ouvrages et de nettoyage du chantier.

La remise d'une offre par l'entrepreneur vaut acceptation et vérification de toutes les indications portées au dossier de consultation.

3.2 -- MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de février 2019 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes pour la durée d'exécution du marché.

3.3 ... DEPENSES SUPPORTEES PAR LE TITULAIRE

Il est précisé que :

- Le titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, bouchages et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché.
- En cas de non respect des exigences de propreté et d'hygiène, le maître d'oeuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais de l'entreprise défaillante, une entreprise de nettoyage extérieure.

Dépenses :

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau suivant sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par le titulaire :

<i>Libellé</i>
Etablissement et installation du panneau de chantier
Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité le cas échéant.
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 8221-1 du Code du travail.
Installation d'éclairage et de signalisation s'agissant de locaux occupés par des enfants
Installations de sécurité et d'hygiène.
Réseau provisoire intérieur d'électricité, y compris son raccordement
Installation de téléphone

Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du marché, étant précisé qu'incombe au titulaire :

Le nettoyage du chantier :

- Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et déblais jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets, selon la réglementation en vigueur ;
- Le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

4.1... GARANTIE FINANCIERE :

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché c'est-à-dire jusqu'aux opérations de réception, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

4.2 – AVANCE :

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Les documents permettant le règlement de l'avance devront être produits au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche. Dans l'hypothèse où la garantie à première demande n'est pas constituée dans les conditions ci-avant et où en conséquence le règlement n'intervient pas au plus tard avec le premier acompte, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché ou de la tranche la possibilité d'obtenir cette avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

5.1 ... MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G. - Travaux et selon le modèle agréé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Les acomptes seront réglés mensuellement.

La demande de paiement du mois «m» remise au maître d'oeuvre avant le 25 du mois «m» en cours, sera réglée dans le délai prévu ci-dessous. En cas de transmission après le 25 du mois «m», et sans dépasser le 25 du mois «m+1», le délai de paiement sera décalé d'un mois.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

5.2 ... APPROVISIONNEMENTS :

Il n'est pas prévu de verser d'acompte sur approvisionnement.

5.3 ... TRANCHES CONDITIONNELLES :

Sans objet.

5.4 ... PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux.

La déclaration de sous-traitance devra impérativement être établie et diffusée au maître d'œuvre 1 mois avant l'intervention du dit sous traitant.

Modalités de paiement des sous-traitants direct :

Selon la procédure d'échange prévue aux articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 14.1 de la circulaire du 3 août 2006, le paiement direct s'effectue comme suit :

- . le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, adresse sa demande de paiement, et sa facture au nom du pouvoir adjudicateur – la Ville d'ORNEX – au titulaire du marché, sous pli recommandé avec Accusé de réception ou contre récépissé. Il adresse « également » sa demande de paiement et sa facture, accompagnées de l'Avis de Réception ou du récépissé précité, au maître d'œuvre (personne désignée par le pouvoir adjudicateur),
- . à partir de cette réception, le titulaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant ainsi qu'au maître d'œuvre,
- . à compter de la réception de l'accord du titulaire du marché, ou à l'expiration du délai de quinze (15) jours si le titulaire du marché n'a notifié aucun accord ou refus, le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant, dans le délai supplémentaire de trente (30) jours,
- . enfin, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire du marché du paiement qu'il effectue au sous-traitant.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

- ◆ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- ◆ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.- Travaux

ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION ... PENALITES ET PRIMES

6.1 ... DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX :

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est contraint : les travaux sont à réaliser dans une école et nécessitent donc de se faire quand les bâtiments ne sont pas occupés, soit en période de vacances scolaires. Dans le cas présent, **le maître d'ouvrage souhaite que les travaux soient réalisés sur la période des vacances de Pâques 2019, soit du 13 au 26 avril 2019.**

6.3 ... PENALITES POUR RETARD ... PRIMES D'AVANCE

Par dérogation à l'article 20.4 du C.C.A.G.-Travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

- Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 100 euros H.T plus 1/200ème du montant hors taxe du marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

- En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 250 euros HT par absence.
- En cas de :
 - ◆ Non respect des obligations vis-à-vis du pilote,
 - ◆ absence, retrait, réduction, ou insuffisance du personnel du chantier nécessaire au bon déroulement du chantier ou à la continuité ou l'achèvement d'une tâche indispensable à l'achèvement des travaux,
 - ◆ Toutes instructions données par le Maître d'œuvre, non suivies d'effet.

- ♦ non remise de documents, échantillons, tout document nécessaire au Maître d'œuvre, plans de récolement, procès-verbal d'implantation des ouvrages, etc.,
 - ♦ Non évacuation des déblais excédentaires et terre végétale, en dehors des zones prescrites à cet effet,
 - ♦ non remise de documents demandés par le maître d'œuvre,
 - ♦ non prise en compte des directives du maître d'œuvre, relatives au nettoyage du chantier et des voiries,
 - ♦ non prise en compte des directives du maître d'œuvre, relatives à l'Hygiène et à la sécurité
- Pour chacun des cas visés ci avant, le maître d'œuvre (Maître d'Ouvrage) pourra demander l'application de retenues égales à 250 (deux cent cinquante) euros hors taxe par jour calendaire de retard.
- Les retenues peuvent être cumulées.

ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

7.1 - PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

7.2 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché, conformément aux spécifications du C.C.T.P. Le cas échéant, le C.C.T.P. précise et définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G.

ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'oeuvre avant tout commencement des travaux par le(s) titulaire(s) du lot : SANS OBJET.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché du lot : SANS OBJET.

8.1 - PIQUETAGE GENERAL

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué contradictoirement, suivant le degré de précision indiqué au cahier des charges, dans les conditions de l'article 27.2.3 du C.C.A.G.-Travaux.

8.2 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont l'entrepreneur a reçu du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué contradictoirement avec le maître d'oeuvre qui aura convoqué les exploitants des ouvrages dans les conditions de l'article 27.3 du C.C.A.G.-Travaux.

9.1 ... PERIODE DE PREPARATION ... PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/ Travaux, sa durée est de 20 jours à compter de la date de la notification du marché.

Conformément de la section 7 du décret n° 94-1159 du 26.12.1994 modifié, relatif à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers, le maître d'ouvrage doit réaliser les voies et réseaux divers avant l'ouverture du chantier.

Il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le titulaire doit effectuer les opérations suivantes :

- réalisation des études et des plans d'exécution complémentaires.

9.2 ... SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées.

B) Obligations du titulaire

Le titulaire communique :

- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- La copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le maître d'oeuvre :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

C) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 250,00 Euros, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais fixés par l'article 9 du présent document.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3 - PLAN D'ASSURANCE QUALITE

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

9.4 - REGISTRE DE CHANTIER

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'oeuvre et remis au titulaire.

Les plans d'exécutions fournis ne dispensent pas de la réalisation des plans d'ateliers et de chantiers, qui restent à la charge des entreprises attributaires.

ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

11.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le cahier des charges définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les documents couleur devront être imprimés en couleur.

11.2 - EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS

Sans objet.

11.3 - SIGNALISATION DES CHANTIERS :

Sans objet.

11.4 - APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES :

Sans objet.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

12.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

12.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, dans le délai de 8 jours à compter de la date de début des opérations préalables à la réception des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites sous 8 jours aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G. Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 100,00 Euros par jour de retard. Par dérogation à l'article 37.2, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procèdera au dégagement et au nettoyage des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage, ainsi que des locaux dans lesquels il est intervenu. A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet ou ordre porté au compte rendu de chantier, les matériels, installations, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de 8 jours, être transportés suivant leur nature, soit en dépôt soit à la décharge publique aux frais et risques du titulaire.

12.3 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux sont à la charge du titulaire.

12.4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit, et selon les précisions du C.C.T.P. le cas échéant :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, et autres documents conformes à l'exécution (PV essais, essais divers),
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, les constats d'évacuation des déchets.

Les notices de fonctionnement et d'entretien ..., établies en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis sur papier, au format A4 (21x29,7) ; les plans et autres documents seront fournis pliés au format A4 ; le tout en 3 exemplaires, dont un reproductible à destination du maître d'ouvrage.

Chaque exemplaire sera présenté dans une chemise ou classeur identifié (maître d'ouvrage /opération / n° et intitulé du lot / entreprise).

Tous les éléments constitutifs du DOE et du DIUO devront également être fournis sous forme numérisée au format pdf et dwg, et remis sur support informatique (CD, DVD, autres) en trois exemplaires. Chaque support sera identifié de la même façon que les exemplaires papiers.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, l'ensemble des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des opérations de réception fixée par le maître d'œuvre.

En cas de retard, conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, une retenue égale à 3000,00 Euros hors taxes sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

12.5 - TRAVAUX NON PREVUS

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

- **Ordres de service :**

En complément de l'article 3.8 du C.C.A.G.-Travaux, les ordres de service (modifications de prix ou de prestations, augmentation du délai d'exécution doivent être signés par le maître d'ouvrage pour signature et notification au titulaire du marché.

- **Travaux en plus ou en moins :**

- Le maître d'œuvre, avec l'accord du maître de l'ouvrage, peut modifier, en plus ou en moins, l'importance des diverses parties d'ouvrage, décrites ou non dans le C.C.T.P. Pour l'évaluation du nouveau forfait, il est fait application des articles 14 et 17 du C.C.A.G.-Travaux. La notification est faite par ordre de service.

Par dérogation à l'article 14.5 du C.C.A.G.-Travaux, le délai d'acceptation des prix nouveaux est fixé à 10 jours. Passé ce délai, et à défaut d'observations du titulaire, les prix deviennent définitifs.

- Par dérogation aux 1^{er} et 2^{er} alinéa de l'article 15.2.2 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire n'est tenu d'exécuter des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire, que si le montant contractuel des travaux de cette espèce n'excède pas le cinquième du montant contractuel des travaux.

- Dès lors, le titulaire peut refuser de se conformer à un ordre de service l'invitant à exécuter des travaux de l'espèce définie à l'alinéa précédent, s'il établit que le montant cumulé de ces travaux, prescrits par ordre de service depuis la notification du marché ou depuis celle du dernier avenant intervenu, y compris l'ordre de service dont l'exécution est refusée, excède le cinquième du montant contractuel des travaux.

- Par dérogation à l'article 15.3 du C.C.A.G.-Travaux, l'augmentation limite est fixée, pour un marché à prix forfaitaires, à 20% du montant contractuel.

ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX

13.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION

Chaque tranche fait l'objet d'une réception. La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de chaque tranche (tous lots confondus); elle prend effet à la date de cet achèvement.

Le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sont avisés par chaque titulaire de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

13.2 - RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE

La réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations définis ci- après, est réalisée conformément aux dispositions des articles 42.1 et 42.2 du C.C.A.G.-Travaux.

13.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES :

Sans objet.

ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES

14.1 - DELAIS DE GARANTIE

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle est conforme aux stipulations de l'article 42.3 du C.C.A.G.- Travaux.

14.2 - GARANTIES PARTICULIERES :

Sans objet.

14.3 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil, et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Les attestations d'assurance, mentionnant l'étendue des responsabilités garanties, établies sur papier entête de la compagnie (ou d'un agent général), devront préciser, outre l'identité de l'assureur, le numéro de police ou des polices, les activités garanties, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques.

L'assurance de responsabilité civile décennale devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur. Les attestations de courtier ne sont pas admises.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du représentant du maître d'ouvrage.

ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1^o du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

- **Déroulement du chantier et réunions de chantier**

Le titulaire ou son représentant ayant pouvoir est tenu d'assister aux réunions de chantier planifiées par le maître d'oeuvre et donner les consignes nécessaires au personnel de l'entreprise présent sur le chantier. A l'issue de la réunion, le maître d'oeuvre établit un compte-rendu de chantier transmis à l'entreprise par télécopie et par courrier. Le titulaire est tenu de se conformer aux observations notées sur le compte-rendu. Dans le cas où il en conteste le contenu, il est tenu de formuler ses observations dans les 48 heures suivant la réception par télécopie.

Passé ce délai, le compte-rendu est réputé accepté sans réserve.

- **Mesures coercitives et défaillance de l'entreprise**

- **Autres Pénalités**

- Si le titulaire n'est pas représenté à une réunion de chantier auquel il a été convoqué ou ne se rend pas à une convocation du maître d'oeuvre, il est passible d'une pénalité de 250 Euros.

- Si le titulaire ou son sous-traitant ne se rend pas à une convocation du coordonnateur sécurité pour une inspection commune ou une visite de chantier prévue, il est passible d'une pénalité de 250 Euros hors taxes.

Lorsqu'une mise en demeure est adressée par le coordonnateur sécurité, le titulaire est passible d'une pénalité égale à 3/10000^{ème} du montant du marché par jour de retard constaté.

- La présence de toutes les entreprises aux opérations préalables à la réception est obligatoire. En cas d'absence, le titulaire est passible d'une pénalité de 300 Euros hors taxes.

- Dans le cas où la réception des travaux est prononcée avec réserves et si les réserves ne sont pas levées avant la date fixée par le maître d'ouvrage, une pénalité de 25 Euros HT par réserve non levée et par jour de retard sera appliquée, depuis la date retenue pour la réception jusqu'à la date du constat de levée de la réserve. **Ce constat reste à l'initiative du titulaire.**

- Dans le cas de retard dans la remise de documents à fournir par le titulaire dans le cadre du chantier (réservations, plans de détail...) après demande planifiée du maître d'oeuvre ou de l'OPC, une pénalité de 25 Euros HT par jour de retard sera appliquée.

- **Ajournement des travaux - Défaillance de l'entrepreneur**

- Par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux, le délai pour se conformer aux dispositions du marché ou aux ordres de service, après mise en demeure du maître de l'ouvrage, est ramené à 8 jours.

- Si le maître de l'ouvrage décide d'ajourner les travaux en cours de chantier pour une durée supérieure à un mois, le titulaire responsable de la garde du chantier a droit à une indemnité d'attente et de garde du chantier équivalente à 1/1000^{ème} du montant du marché par mois, jusqu'à la date de l'ordre de service de reprise du chantier.

ARTICLE 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 6.3 déroge aux articles 20.1 et 20.4 du C.C.A.G. Travaux

L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux

L'article 12.4 déroge à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux.